

1960

Blocus de Nahr et de Zghorta

9 juillet – L'armée et la police encerclent les camps de Nahr, contrôlant entrées et sorties. Suite aux plaintes des habitants manquant d'eau, le siège est levé le 12 après l'arrestation de 9 des 31 repris de justice recherchés. Le 7, le passager d'un tramway a été abattu à Nahr et le lendemain, on y a signalé un tué et deux blessés. Pour éviter la relance de la vendetta, le bouclage fut décidé.

Le blocus de Zghorta, levé le 4, est rétabli le 13 après un attentat contre un Karam. Le 19, Eddé annonce que sur 16 repris de justice recherchés, 14 ont été arrêtés dont 7 condamnés à mort et que 650 arrêtés judiciaires ont été exécutés à Zghorta dont certains vieux de 10 ans.

Médicaments: nouveaux tarifs

28 juillet – Les nouveaux tarifs des médicaments promulgués le 28 avril entrent finalement en vigueur. Ils sont basés sur les prix de détail dans les pays d'origine, augmentés d'un coefficient par pays. Le contrôle étant ainsi facilité, les prix de 75% des médicaments baissent dès le lendemain de 20% en moyenne.

Médecin du travail obligatoire

26 juillet – Un décret oblige toutes les firmes et administrations de 20 employés et plus d'avoir un médecin du travail à appointements fixes. Il veillera aux conditions d'hygiène, examinera toute nouvelle embauche et se pro-

noncera sur la capacité physique, l'aptitude professionnelle et l'état de santé de l'employé. Des fiches de santé seront établies pour tous les employés qui seront soumis à des examens médicaux réguliers.

02- Le PPS verse ouvertement dans l'opposition.

03- Les féodaux malmenés dans les élections de la Békaa.

06- Ouverture des frontières syriennes aux estivants irakiens.

09- Armée et FSI encerclent les quartiers arméniens de Nahr.

13- Peine de mort requise contre les deux assassins du père Massaad.

– Levé le 4, le blocus de Zghorta par l'armée est rétabli.

15- Les industriels du textile menacent de licencier 7.000 ouvriers.

16- *Son et Lumière* pour la première fois à Baalbeck.

19- Hamadé président de la Chambre par 66 voix contre 31 à Osseirane.

20- Chéhab démissionne puis revient sur sa décision sous la pression des députés et du peuple.

28- Saëb Salam chargé de former un nouveau gouvernement.

– Entrée en vigueur des nouveaux tarifs de médicaments.

29- Écrasé par un camion, Gemayel échappe miraculeusement à la mort.

J U I L L E T 1 9 6 0

Chéhab annonce sa démission puis la retire

20 JUILLET – Radio-Liban annonce à 13h30 la démission du président Chéhab et diffuse un message dans lequel ce dernier estime sa mission achevée. "Je considère avoir accompli le devoir pour lequel la Nation m'avait donné sa confiance et que j'ai terminé la tâche dont j'avais pris la charge... Ma mission a été parachevée par la mise en place de la nouvelle Législature", dit notamment Chéhab qui appelle les Libanais à serrer les rangs et à unifier les cœurs.

La nouvelle éclate comme une bombe. On attendait la démission du cabinet et c'est le président de la République qui s'en va.

Ce dernier avait informé le chef du gouvernement de sa décision cinq minutes avant le Conseil des ministres de 11 heures à Zouk. Mis au courant, les ministres tentent en vain de faire revenir Chéhab sur sa décision. Puis, deux décrets sont pris: le premier confie la Défense au commandant en chef de l'armée, le général Adel Chéhab, le second désigne à l'Intérieur le chef de l'état-major, le colonel Youssef Chmayet qui a remplacé le général Salem, décédé. Les deux officiers qui conservent leurs fonctions militaires avaient été informés la veille au soir de la décision de Chéhab. Puis on convoque le chef du Parlement et Hamadé se voit remettre la lettre de démission avec copie du message qui est diffusé par Radio-Liban, après l'annonce de la nouvelle de la démission.

Le moment de stupeur passé, 90 députés représentant toutes les tendances de la Chambre se pressent à Zouk pour conjurer Chéhab de demeurer au pouvoir, sous peine de démissionner tous en masse. En même temps, des manifestations populaires contre cette démission se déroulent dans tout le pays.



Au bout de sept heures de pressions parlementaires et populaires, Chéhab cède. À 19h55, il accepte de retirer sa démission. À 20h, Radio-Liban diffuse un communiqué disant que "devant le refus catégorique des représentants de la totalité des groupes parlementaires d'accepter la démission du président de la République et devant l'ampleur des manifestations populaires... le président Chéhab a considéré qu'il était de son devoir de répondre aux vœux de la Nation et de ses représentants et a accepté de poursuivre son mandat."

La fin de la crise suscite un soulagement général et tous les journaux expriment leur gratitude au chef de l'État. Chéhab manifestait chroniquement son souhait de se retirer. Il avait refusé la présidence en 1952 et ne l'aurait acceptée en 1958 que forcé par les événements. Démocrate convaincu mais venu à la politique via l'armée, il redoute que ses attaches militaires n'entachent d'ambiguïté sa position à la tête de l'État. Il craint également des débordements de certains membres de l'appareil militaire sur la vie politique civile.

Le film de la crise-éclair. Chéhab et ses ministres à la sortie de la réunion de midi. Le chef de l'État vient d'annoncer son départ. Tous les présents sont atterrés. Les députés accourus tentent de faire changer d'avis le président démissionnaire, tandis que des délégations se massent devant le palais. Finalement, la démission est retirée et Chéhab porté en triomphe par les parlementaires.

